

FACE À L'EXTRÊME DROITE ET AUX POLITIQUES ANTISOCIALES CONSTRUIRE UN FRONT UNIQUE DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS.

Le bloc bourgeois pave la route à l'extrême-droite.

Les élections européennes ont vu l'extrême-droite arriver largement en tête en France. Après sa déroute électorale, le président des riches s'est empressé de dissoudre l'Assemblée nationale, dans un dangereux mouvement de relégitimation de sa politique réactionnaire d'économie de guerre, de casse sociale, de liquidation des services publics et des conquits sociaux. La crise de légitimité, ce ne sont pas ces élections qui l'ont ouverte. Elle existe depuis longtemps, et encore plus avec 85% de personnes opposées à la dernière attaque contre nos retraites, des centaines de milliers de grévistes, des millions de manifestant•es, et le passage en force que l'on connaît par ce pouvoir brutal de la bourgeoisie.

Qui s'étonne de l'opération quand on sait que le régime de Macron, et avant lui les précédents gouvernements néo-libéraux sont les principaux responsables de la montée de l'extrême-droite:

- par les violentes politiques anti-sociales qu'ils ont menées, creusant le désespoir,
- par les politiques autoritaires et répressives qui produisent un processus de fascisation, ou d'extrême-droitisation avancé en France (nombre de lois ou d'outils juridiques sont directement inspirés du programme du RN).

Pourquoi nous luttons contre l'extrême-droite ?

Travailleurs, personnels d'éducation, syndicalistes, nous savons que l'extrême-droite est un poison mortel pour la classe travailleuse dans ses luttes d'émancipation et pour ses organisations qui se revendiquent des pratiques et de la réalité matérielle de la lutte des classes.

Avec à sa tête des patrons nationalistes-néolibéraux et la petite bourgeoisie, l'extrême-droite se vit comme le trait d'union d'un capitalisme national, pour ne pas sortir du bloc dominant dont elle fait partie !

Dans sa conquête du pouvoir, pour se trouver une base électorale, tous les thèmes opportunistes, des plus primaires et nauséabonds aux plus confus, sont utilisés pour diviser et capter des couches populaires désespérées et déboussolées.

Qu'on ne s'y trompe pas ! Leur prise du pouvoir passe toujours par une alliance avec le grand capital, celui-là même qui mène sa guerre sociale en continu contre le monde du travail, quel que soit le gouvernement à qui il confie les affaires !

L'extrême-droite s'est toujours opposée frontalement aux luttes syndicales collectives, par exemple celles menées pour nos retraites ou dans l'Éducation, contre l'école du tri social qu'elle approuve et pour des moyens à la hauteur de nos besoins.

Nombre de nos élèves et de leurs familles sont aussi l'une des premières cibles de ces offensives ouvertement racistes et xénophobes.

DÉCLARATION DU MERCREDI 12 JUIN 2024



 cgteduc95.org



Le 30 juin, pas une voix ne doit aller au RN et à l'extrême-droite, ni à tous ses acolytes qui leur servent la soupe ! Mais le bulletin de vote n'est qu'un moyen, pas une fin ! Car la classe travailleuse ne peut déléguer à quiconque son avenir !

Maintenant que faire ? Front unique !

Face à la recomposition rapide du bloc au pouvoir et aux dangers des nouvelles alliances autoritaires et réactionnaires en cours, la CGT Educ'action 95 appelle à reprendre l'initiative en commençant par reprendre la rue, réaffirmer notre unité sur nos lieux de travail et discuter de la grève. Car il s'agit de combattre pied à pied le risque et la menace du fascisme, mais également la politique néolibérale qui détruit nos vies, par la constitution d'un front unique, de la base au sommet, sur chaque lieu de travail jusqu'à nos confédérations.

En effet, c'est par nos luttes sociales et collectives unitaires que non seulement nous éloignerons le danger, mais que nous contre-attaquerons pour de vraies conquêtes sociales!

Dans l'interpro :

- Abrogation immédiate de toutes les mesures antisociales imposées par les gouvernements Macron, Hollande, Sarkozy..., à commencer par la retraite à 64 ans et les 43 annuités, la destruction de l'indemnisation chômage, les "lois travail" El Khomri-Macron, etc.,
- Retraite à 60 ans et 37,5 annuités pour toutes et tous,
- Augmentation générale des salaires,
- Une Sécurité sociale intégrale pour toutes et tous sous contrôle unique des travailleurs,
- Transfert immédiat des crédits de guerre aux services publics, notamment à l'Hôpital et à l'École,
- Opposition à toutes les guerres impérialistes.

Dans notre secteur, l'Éducation, au bord de l'effondrement, en réaffirmant nos revendications:

- Retrait de toutes les contre-réformes de casse de l'Éducation ("Choc des savoirs", réforme LP, ...), pour une école émancipatrice,
- Des moyens à la hauteur de nos besoins,
- Augmentation générale des salaires et un vrai statut pour les personnels précaires.

En ce sens, et conformément à ses mandats, la CGT Educ'action 95 va prendre attache avec l'ensemble des organisations syndicales, politiques et associatives de classe du département afin de travailler une coordination accrue de notre camp social, pour résister et se défendre mutuellement contre l'extrême droite, le risque fasciste et la répression.

Pour la CGT Educ'action 95, au regard de l'urgence de la situation, si l'utilisation de notre bulletin de vote le 30 juin représente un élément tactique "de moindre coût" parmi d'autres pour lutter contre l'extrême-droite, on ne peut s'en contenter : nous ne donnerons pas un blanc-seing. Le monde du travail doit regagner en capacité d'intervention et assumer son autonomie politique, notamment au travers de ses organisations syndicales, de ses luttes et revendications. Face à l'extrême-droite et à tous les néo-libéraux de droite comme de gauche, pour le progrès social, la classe travailleuse à laquelle nous appartenons peut et doit réagir avec ses meilleures armes : l'unité, la grève et la solidarité !

**MANIFESTATION CONTRE L'EXTRÊME DROITE ET
LES POLITIQUES ANTISOCIALES
SAMEDI 14H RÉPUBLIQUE**